



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale de l'Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

Montpellier, le 22 juin 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

POUILLET Jérôme

54 route de Pézenas
34500 Béziers

Références : UD34/H1/2023-121
Code AIOT : 0100024097

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/06/2023 dans l'établissement POUILLET Jérôme implanté 54 route de Pézenas 34500 Béziers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réactive est réalisée suite à une plainte transmise par Monsieur le Sous-préfet de Béziers, concernant la présence d'une casse illégale et d'un dépôt de gravats.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- POUILLET Jérôme
- 54 route de Pézenas 34500 Béziers
- Code AIOT : 0100024097
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les terrains sont la propriété d'un particulier, qui déclare n'exercer aucune activité sur celui-ci et avoir un projet de plantations d'arbres.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- contrôle de la présence d'activité relevant éventuellement de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
 - lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité ;
 - dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune activité relevant de la nomenclature des ICPE n'est exercée sur le terrain au jour de la visite.

La zone de brûlage de déchets à l'air libre doit être nettoyé et les déchets doivent impérativement remis au service de collecte ou en déchetterie.

En cas de brûlage de déchets un procès verbal de délit pourra être dressé par la police municipale. La peine maximale encourue est de 2 ans de prison et 75 000 euros d'amende.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 22/08/2021, article L.511-1
Thème(s) : Situation administrative, régime de l'activité au titre de la nomenclature des ICPE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
Constats : Le terrain est libre d'accès. Des mobile-homes sont présents. Un terrain de foot est aménagé. Une voiture, une caravane et un camion hors d'usage sont présents. On distingue quelques gravats inertes sous la végétation. Une zone de brûlage de déchets à l'air libre est présente. L'inspection des installations classées constate le jour de la visite d'inspection qu'aucune activité ne relève de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) sur ce terrain. Notamment le nombre de véhicule hors d'usage présents représente une surface d'environ 10 m ² , inférieur au seuil de 100m ² . Monsieur Pouillet indique être propriétaire du terrain depuis 2021 et avoir entrepris l'évacuation des nombreux déchets présents à l'époque. Il indique projeté de mettre en œuvre un portail pour limiter l'accès au terrain. Sensibilisé sur les risques encourus en cas de brûlage de déchets, 2 ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende (cf article L.541-46-8 du code de l'environnement) il s'engage à remettre ses ordures au service de collecte municipal.
Observations : Il est interdit de brûler à l'air libre des déchets ménagers ou végétaux. Ils doivent être remis à un service communal.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet



Vue d'ensemble du terrain



3 véhicules hors d'usage restant à évacuer



Zone de brûlage de déchets ménagers